



DAO n°004 et 005/AONO/C-MAK/CIPM/2023 du 24/02/2023 pour :

- Les travaux de construction d'une adduction d'eau potable avec pompe à énergie solaire à Ndoumalong dans la C-MAKENENE, Département du Mbam et Inoubou
- La réalisation des travaux de construction de deux (02) forages positif équipés chacun d'une PMH a deux lots dans les localités de ,Département du Mbam et Inoubou.

Avis d'Appels d'Offres (AAO)

AU LIEU DE	LIRE PLUTOT
	Considérer la constitution du dossier administratif telle que prévu par l'article 90(1) du code des marchés publics. -CCAP paraphé, daté et signé à la dernière page dans l'offre technique.
	Le chef service du marché est signataire des OS, excepté ceux ayant une incidence sur le cout, objet et le délai des prestations, qui peuvent être signé uniquement par le maître d'Ouvrage. Ou après son accord écrit comme le stipule le CCAG en son arête .033/CAB/PM/2007 du 13 février 2007de son article 8 du CCAG –TRAVAUX.; -Le chef service des marches est le Chef Service Technique Interne de la C-MAKENENE comme le prévoit la Circulaire n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 en son point 34 en ce qui concerne les CTD. -Un soumissionnaire peut être attributaire de plus d'un lot.

-Décret n°2004/275 du 24 septembre 2004 -présence de texte caducs à l'article 6 CCAP. -l'exigence de la signature du Maitre d'Ouvrage ou du chef service du Marché sur l'attestation de visite dans le DAO n°05.Declaration sur l'honneur de n'avoir	LIRE PLUTOT ANNULE ANNULE ANNULE
--	---

mais abandonnés un chantier

nois:

Une attestation de non-faillite délivrée par les
reffes du Tribunal de Première Instance du domicile du
exigence de la signature du maître d'ouvrage ou chef
service du marché (CSM) sur l'attestation de visite de
te.

présence de texte caducs à l'article 6 CCAP
notamment les points 19,22 et 23 dans les DAO n°02.
Décret n°2004/275 du 24 septembre 2004

ARTICLE 47(1-f), qui ne prévoit le visa du MINMAP que,
sur le décompte définitif ou la dernière facture.

Remise des offres à 12heures

L'ouverture des offres s'effectuera en un seul temps et aura
lieu **le 27/03/ 2023 à 13 heures**, heure locale, par la
Commission de Passation des Marchés de la Commune de
Makenene. Seuls les soumissionnaires ou leurs
représentants dûment mandatés et ayant une parfaite
connaissance du dossier peuvent assister à cette séance
d'ouverture.

10-Considérer le mode de soumission en version française.
11-Considérer les critères éliminatoires de la version
française des AAO.

12-Considérer les critères essentiels contenus dans le
RPAO du DAO n°001.

13-En cas de force majeur comme indiqué par arrêté
**n°033/CAB/PM/2007 du 13 février 2007 du CCAG-
TRAVAUX** en son article 75 la prérogative de force majeur
est apprécié par le chef service ou le maître d'œuvre.

14-considérer la constitution du dossier administratif du
Code des marchés publics de 2018 pour les DAO n°01 et
02.

PIECE N° 3

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

AU LIEU DE

LIRE PLUTOT

ARTICLE 6 : LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Les lois et réglementations applicables sont celles en vigueur
au Cameroun, notamment :

- la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;
- la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 sur la gestion de
l'environnement ;
- la loi n° 2000/10 du 13 juillet 2000 fixant l'organisation et
les modalités de l'exercice de la profession d'Ingénieur du
Génie civil ;
- la loi N°2017/021 du 20 Décembre 2017 portant loi des
Finances de la République du Cameroun pour l'exercice
2021 ;
- le décret 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les
modalités d'application du régime fiscal et douanier des
Marchés Publics ;
- le décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des
Marchés publics ;
- la circulaire n°004/CAB/PM du 30 décembre 2005 relative
à l'application du Code des Marchés Publics ;
- la loi n° 2018/012 du 11 Juillet 2018 portant régime
financier de l'Etat et des autres entités publiques ;

ARTICLE 6 : LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Les lois et réglementations applicables sont celles en
vigueur au Cameroun, notamment :

- la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du
travail ;
- la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 sur la gestion
de l'environnement ;
- la loi n° 2000/10 du 13 juillet 2000 fixant l'organisation
et les modalités de l'exercice de la profession
d'Ingénieur du Génie civil ;
- la loi N°2021/026 du 16 Décembre 2021 portant loi
des Finances de la République du Cameroun pour
l'exercice 2022 ;
- le décret 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les
modalités d'application du régime fiscal et douanier
des Marchés Publics ;
- le décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code
des Marchés publics ;
- la loi n° 2018/012 du 11 Juillet 2018 portant régime
financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- l'arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en
vigueur les Cahiers des Clauses Administratives

respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics ;

- la circulaire n° 002/CAB/PM du 31 FEVRIER 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics ;
- la circulaire n° 003/CAB/PM du 31 FEVRIER 2011 précisant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics ;

des Marchés Publics ;

- le décret N°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- la lettre-circulaire n°0005/LC/MINMAP/CAB du 03

Article 34 : Attribution

34.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été jugée jugée la moins disante

3. PIECE N° 10 : Liste des établissements bancaires et organismes financiers autorisés à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics

I- BANQUES

1. Afriland First Bank BP 11 834 Yaoundé
2. Banque Atlantique Cameroun BP 2933 Douala
3. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME) BP 12962 Yaoundé
4. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK) BP 600 Douala
5. Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC) BP 1925 Douala
6. Bank of AFRICA Cameroun (BOA Cameroun) BP 4593 Douala
7. CITI Bank Cameroun (CITIGROUP) BP 4571 Douala
8. Commercial Bank of Cameroon (CBC) BP 4004 Douala
9. Credit Comunaire d'Afrique Bank (CCA-BANK) BP 30388, Yaoundé
10. Ecobank Cameroun (ECOBANK) BP 582
11. National Financial Credit Bank (NFC-BANK) BP 6578 Yaoundé
12. Société Camerounaise de Banque au Cameroun (SCB Cameroun)) BP 300 Douala
13. Société Générale de Banque au Cameroun(SGC) BP4042 Douala
14. Standard Chartered Bank Cameroon BP 1784 Douala
15. Union Bank of Cameroon BP 15 569 Douala
16. United Bank for Africa. (UBA) BP 2088 Douala

II- Compagnies d'Assurances

17. Activa ASSURANCE BP 12970 Douala
18. Area Assurances SA BP 15 584 Douala
19. Atlantique Assurance ARDT BP 3073 Douala
20. Chanas Assurance S.A BP 109 Douala
21. CPA SA BP 54 Douala
22. NSIA ASSURANCES S.A BP 2759 Douala
23. PRO ASSUR S.A BP 5963 Douala
24. PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE BP2328 Douala
25. ROYAL ONYX INSURANCE Cie BP 12230 Douala
26. SAAR BP S.A BP 1011, Douala
27. SANLAM Assurance Cameroun BP 12125 Douala
28. Zenithe Insurance S.A BP 1540 Douala.

<<équivalent>>.

-L'harmonisation du BQE et BPU des DAO n°001
relatif au lot 1100.

-Durée de validité de la caution excède de 30 celle
de remises des offres.

Article 8(1) de l'arrêté n°033/CAB/PM/2007 du 13
février 2007 les OSD n'ayant pas d'incidence
financière, l'objectif et le délai des prestations qui
ne peuvent être signés que par le Maître d'Ouvrage
ou après son accord écrit.

-La note technique requise à considérer dans le DAO
n°05 est de 80%

Makenene, le **21.03.2023**

Ampliations:

- ✓ ARMP (publication JDM)
- ✓ PREFET/M-I
- ✓ DDMINMAP/M-I
- ✓ Président CIPM MAKENENE
- ✓ Affichage
- ✓ Chrono/archives



LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAKENENE

Em Beng David
Chevalier
de l'Ordre de la Valeur